



Fédération des Services Publics

Mairie de TOULOUSE

Syndicat CGT

18 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

Tél. : 05.61.52.53.96

Mail : secretariat@cgtmairiedetoulouse.fr



FONCTION PUBLIQUE / SERVICES PUBLICS / SALAIRES / CONDITIONS DE TRAVAIL / BIBLIOTHÈQUES EN FRANCE COMME À TOULOUSE LES ATTAQUES CONTINUENT... PRÉPARONS LA RISPOSTE !

Alors que le gouvernement Attal est déterminé à mener une véritable guerre sociale en ce début 2024, rien ne s'améliore pour les services publics, leurs usager·e·s et les agent·e·s qui les font vivre.

Hôpitaux, établissements scolaires, services de l'État, Pôle Emploi devenu « France Travail », collectivités territoriales, etc. **Partout le même schéma** : manque toujours plus important de moyens financiers et humains, réorganisations incessantes, management toxique, dégradation des conditions de travail, etc. Voilà à quoi s'emploient le gouvernement et les tenants de ces politiques néolibérales qui visent à réduire nos droits et qui font la chasse aux travailleurs/travailleuses, aux précaires et aux immigré·e·s. Sur tous ceux et toutes celles qui luttent contre ces politiques mortifères c'est la répression qui s'abat. **A ce jour près de 1.000 syndiqué·e·s CGT sont poursuivi·e·s en justice !** Dernier en date : le délégué CGT de l'entreprise *Neuhauser*, Christian Porta, menacé de licenciement la veille d'une grève sur les salaires.

En 2019 la Loi de Transformation de la Fonction Publique (TFP) mettait brutalement fin au statut des fonctionnaires et imposait les 1607h dans toutes les collectivités territoriales au mépris des accords passés. Véritable arsenal de dispositions permettant à nos employeurs d'externaliser des services entiers et de casser les services publics, cette Loi TFP n'était bien sûr qu'une étape.

Le gouvernement prévoit un Acte II avec un nouveau projet de loi « Fonction Publique » annoncé pour le 2nd semestre 2024 par Macron et le Ministre Stanislas Guerini. Au programme : mise en place de la « rémunération au mérite » et remise en cause des concours et des grades de la Fonction Publique, (bases de nos rémunérations, de nos carrières et de la reconnaissance de nos compétences), et ce tout en donnant toujours plus de pouvoir à nos employeurs. Une annonce qui laisse présager d'autres attaques comme la possibilité de multiplier les licenciements pour "insuffisances professionnelles".

En parallèle l'inflation continue : tout augmente mais pas nos salaires !

**Pour la CGT il y a urgence salariale pour l'ensemble des fonctionnaires et des agent·e·s non-titulaires !
Contre la rémunération au mérite : augmentation générale de nos salaires indexée sur l'inflation !**

La CGT appelle les agent·e·s à se mobiliser et à se mettre massivement en grève

VENDREDI 8 MARS

**Grève féministe pour les droits des femmes et l'égalité salariale
Manifestation 14h place du Capitole**

MARDI 19 MARS

Grève unitaire pour nos salaires à l'appel de tous les syndicats de la Fonction Publique

Tous et toutes ensemble revendiquons :

- L'égalité salariale femmes/hommes
- L'intégration du régime indemnitaire dans notre traitement de base
- L'augmentation immédiate du point d'indice à 6 €
- L'indexation de nos salaires sur l'inflation

PROXIMA 2024 : LA DÉCLINAISON TOULOUSAINNE DE LA CASSE DES SERVICES PUBLICS

Au niveau local, après l'application de la Loi TFP de 2019 dont Jean-Luc Moudenc était un ardent défenseur, **le projet Proxima se place à l'avant-garde de la politique gouvernementale de casse des services publics**. Depuis sa mise en place nous assistons à une désorganisation importante à l'échelle des différents services de la ville, impactant directement nos conditions de travail. Après **une bourse aux postes aux contours flous qui a généré énormément de stress et de déception pour les agent·e·s**, la restructuration ajoute aujourd'hui une pression supplémentaire, liée à une série de problèmes concrets.

Et pour cause ! Augmentation des missions et fiches de postes sommaires, tâches sous-évaluées, changement de locaux (parfois à l'autre bout de la ville), horaires et temps de travail discordants, formations insuffisantes notamment sur le plan numérique, etc. **Autant de problématiques qui vont continuer de surcharger les agent·e·s et détériorer les services rendus aux usager·e·s**. Serait-ce un moyen de justifier de futures attaques comme la mutualisation des postes ou de possibles externalisations vers le secteur privé ?

Plus de missions avec moins de moyens, voilà donc la logique néo-libérale incarnée par Proxima.

De nombreuses questions restent en suspens avec cette restructuration. Qu'elle sera l'ampleur des nouvelles coupures dans les budgets et les effectifs ? Face au sous-effectif constant, que compte faire les DG ? Comment la Mairie compte-t-elle gérer les "bourses", pour reprendre les termes de notre DGS ?

ET DANS LES BIBLIOTHEQUES ?

Avec Proxima les conditions de travail dans les bibliothèques, au sein de la DBL comme des Territoires, sont à l'image des situations nationales et locales. La création d'un nouvel organigramme de la DBL de façon descendante en est le parfait exemple ! Pas de consultation des agent·e·s sur le terrain, pas de diffusion de perspectives à moyen ou long terme, pas de modification des fiches de postes alors que les missions quotidiennes peuvent changer, nouvelle valse des bureaux à Cabanis mais cette fois sans ergonome, etc.

Cette réorganisation a pourtant des conséquences concrètes sur le service, avec des postes d'agent·e·s de catégorie C rendus ou transformés, des agent·e·s contractuel·le·s à l'avenir incertain, et des conditions de travail toujours plus dégradées.

Les référent·e·s de la section CGT des bibliothèques dans les territoires Proxima

- **Territoire Centre** : Julie Garcia (St-Cyprien), Clémence Poquet et Carine Onyshchenko (Empalot)
- **Territoire Sud** : Camille Moreau (DBL Accueil)
- **Territoire Nord** : Boris Despax (DBL Volants)
- **Territoires Est/Ouest** : Nicolas Rébier (DBL Cabanis)

Par ailleurs l'augmentation des incidents sur nos lieux de travail laissent à voir les **manques d'effectifs** (régulateurs, ADS), tout comme les fermetures des « petites » BQ pendant les congés par manque d'agents volants pour pallier les arrêts maladie.

Face à cette situation et aux futures attaques du gouvernement il est important de faire front ensemble afin de pouvoir créer un réel rapport de force !

Soyons nombreuses et nombreux à l'AG des bibliothèques le jeudi 14 mars !

ASSEMBLEE GENERALE DES BIBLIOTHEQUES

JEUDI 14 MARS / 10h-12h

Grand auditorium de la Médiathèque José Cabanis

La section CGT des bibliothèques